

Interview

Michel Aglietta,
professeur de sciences
économiques à l'université
Paris Ouest

**«Il faudrait créer
 un fonds monétaire européen»**

Que pensez-vous de la crise qui vient de secouer ces dernières semaines la zone euro ?

Il s'agit toujours des suites de la crise financière. Il ne faut pas oublier que l'essor des dettes publiques est la conséquence du sauvetage des banques. Mais la Grèce était aussi le pays le plus vulnérable de la zone euro car la dégradation de ses finances publiques la menait droit à une situation d'insolvabilité. Les opérateurs les plus aigus avaient repéré ce risque depuis janvier, mais le mois de mai était critique car la Grèce allait devoir faire face à une grosse échéance d'emprunt. En outre, d'autres pays (Espagne, Portugal, Irlande) étaient embarqués dans de dangereuses dérives : déficits courants énormes, accumulation de dette vis-à-vis des banques étrangères, détérioration de la compétitivité.

Parallèlement, la zone euro n'était pas prête à gérer ce type de problème puisqu'on avait fait le pari que l'union monétaire pouvait fonctionner sans solidarité budgétaire et sans surveillance économique mutuelle. Le pacte de stabilité, censé remplacer la coordination des politiques, a été un échec complet.

La situation n'a-t-elle pas été aggravée par le manque de réactivité des gouvernements ?

L'inertie résulte de profondes divergences de conception dans la manière de gouverner l'Europe. En octobre, lorsque la Grèce a prévenu que ses déficits allaient être beaucoup plus importants que prévu pour atteindre 12,5 % du PIB, les gouvernements de la zone euro auraient effectivement dû réagir. La dette aurait pu être restructurée comme cela avait été le cas en son temps pour celle de l'Amérique latine. Les attermoissements allemands ont à ce titre fait le jeu des spéculateurs. On sait, en effet, que les crises bancaires sont toujours suivies de crises de dettes souveraines. Avec le gonflement des déficits publics, les dettes publiques devraient progresser au moins jusqu'en 2011. La zone euro est donc fragile et les spéculateurs en ont profité. Le problème, c'est que cette crise de crédibilité pouvait réenclencher une crise financière globale parce que les banques sont lourdement engagées dans le financement

des pays de la zone euro. Les Etats-Unis, qui se trouvent dans une situation financière également difficile, l'ont bien compris, ce qui a conduit les autorités américaines à faire pression sur l'Allemagne pour qu'elle se rallie à un plan de garantie générale des dettes dans la zone euro, une sorte de pacte d'assistance mutuelle qu'elle avait toujours refusé.

Au final, on s'est retrouvé dans la même situation qu'en octobre 2008. Il a fallu mettre en place une force de frappe susceptible d'enrayer la crise de liquidité pour décourager la spéculation, et éviter que celle-ci n'entraîne un effondrement des marchés. Ce risque de dérive a été enrayer par le plan de sauvetage et par la réaction de la BCE qui a accepté de racheter les dettes des pays en difficulté. La zone euro s'est donné ainsi les moyens financiers pour accompagner les économies les plus fragiles dans des réformes nécessaires pour retrouver leur compétitivité.

Si la crise financière est stoppée, la crise économique ne risque-t-elle pas de s'aggraver avec les plans de rigueur annoncés par plusieurs pays européens ?

Le plan de sauvetage européen ne résout pas en lui-même le problème économique fondamental de la zone euro. Si tous les pays procèdent à des plans de rigueur pour atteindre des objectifs purement comptables, ils vont replonger en récession. Or la zone euro est déjà en situation de grande faiblesse : avant la crise récente des marchés obligataires, la croissance était anticipée en moyenne à 1-1,5 %, contre 2-2,5 % aux Etats-Unis. Les programmes d'austérité simultanés et généralisés conduisent à revoir à la baisse ces prévisions avec le risque de basculer dans la récession et la déflation ; ce qui rendrait le problème des dettes insurmontable dans des pays comme la Grèce ou le Portugal.

Des plans de rigueur ne doivent-ils pas néanmoins être mis en place dans ces pays ?

Si, mais il va falloir que les pays à dette extérieure très élevée trouvent les moyens d'investir pour rendre leurs économies plus

FOCUS

compétitives. L'Espagne, par exemple, a une dette publique limitée mais une dette privée très élevée. Elle ne s'est développée depuis son entrée dans l'euro que grâce à l'immobilier et au tourisme. Elle a besoin de redéployer son appareil productif vers des secteurs industriels capables d'exporter. Il lui faut investir pour reconstruire une industrie de substitution. Mais cela prendra du temps. C'est donc la zone euro dans son ensemble qui doit prendre des mesures susceptibles de lui redonner des marges de manœuvre.

Quelles solutions préconisez-vous ?

Idéalement, il faudrait créer un fonds monétaire européen, garanti par un budget européen élargi, qui allouerait des financements en fonction des besoins des pays. Ceux-ci devraient être motivés par des plans de rénovation industrielle, examinés par la Commission et approuvés par une sorte de conseil économique de tous les pays membres. Ce serait un embryon de gouvernement économique de la zone euro. En attendant, la grande question porte sur l'attitude de l'Allemagne. Le modèle allemand de la dernière décennie, ou «modèle Schröder», a reposé sur une compétitivité elle-même fondée sur la déflation des coûts salariaux, sans aucun souci de la demande intérieure. Ce modèle a créé une énorme divergence de coûts entre les pays européens. L'Allemagne a joué jusqu'à maintenant en solo, alors qu'en 2008, 75 % de ses exportations étaient réalisées sur l'Europe. Mais si c'est le marasme chez ses partenaires européens, elle sera à son tour confrontée à de gros problèmes. L'Allemagne et la zone germanique (Autriche, Pays-Bas, Finlande) étant relativement peu endettées, elles devraient donc soutenir la demande pendant que d'autres pays entament des cures d'austérité. L'Allemagne pourrait être la première à mettre en place une politique budgétaire inverse à celle des autres pays, en favorisant les investissements publics dans les nouvelles technologies liées à l'énergie, à la protection de l'environnement, etc., qui devraient être un des éléments moteurs du nouveau régime de croissance des pays développés.

La baisse de l'euro constitue-elle également une bouffée d'oxygène pour les pays de la zone ?

L'autre soupape, c'est effectivement le maintien de l'euro à un niveau bas, ce qui améliorera la compétitivité des entreprises. Les pays qui, dans le passé, ont réussi à sortir d'une grave crise monétaire, comme la Grande-Bretagne et les pays scandinaves au début des années 1990, l'ont fait par des dévaluations. Si les prix baissent parce que l'économie européenne va moins bien et si la BCE continue à mener une politique monétaire accommodante en l'absence de reprise de l'inflation, le cours du dollar en euro pourrait évoluer dans une fourchette de 1,20-1,30 ; ce qui serait satisfaisant. La difficulté, c'est que les Américains ont eux aussi besoin d'un dollar

bas pour faire reculer le chômage. Il n'est pas impossible dans ces conditions que la spéculation se reporte sur les changes. Mais on peut aussi arriver à une configuration dans laquelle les monnaies asiatiques s'apprécieraient par rapport au dollar, tandis que l'euro se déprécierait par rapport à la monnaie américaine.

Vous affirmez dans votre récent ouvrage intitulé «La Crise, les voies de sortie»* que «la question n'est pas l'austérité budgétaire mais la restructuration à la fois des recettes et des dépenses dans le sens d'un rehaussement de la croissance potentielle». Qu'entendez-vous par là ?

L'étude de l'économie américaine après guerre montre qu'il faut dix à quinze ans pour ramener une forte dette publique à son niveau



«Il faut dix à quinze ans pour ramener une forte dette publique à son niveau antérieur.»

antérieur. Pour sortir de la crise, il faut donc s'attaquer aussi à des réformes structurelles. En France, on doit faire l'inverse de tout ce que l'on a fait depuis trois ans et qui n'a pas favorisé la croissance. En ce qui concerne les recettes, il faudrait supprimer certains avantages fiscaux récents comme la baisse de la TVA dans la restauration et la quasi-suppression des droits de succession, sans parler du bouclier fiscal qui n'est pas pour faciliter l'acceptation large de l'austérité. Il faudrait augmenter la base fiscale pour aller dans le sens d'une moins grande inégalité des revenus. Il faudrait également instaurer une taxe carbone au niveau européen, pour orienter les investissements des entreprises vers l'innovation verte.

En matière de dépenses, on pourrait s'inspirer des expériences finlandaise et suédoise. Dans les années 1990, ces pays ont réduit les transferts sociaux pour investir massivement dans l'éducation et la recherche et le développement, ce qui leur a permis, très rapidement, d'augmenter leurs exportations.

Au final, tout dépendra donc de la capacité des politiques à inverser les doctrines ultralibérales

qui régissent les économies depuis les années 1980. A défaut, il y a un très fort risque que la décennie qui s'annonce soit une décennie perdue.

Peut-on malgré tout espérer que l'Europe ait un peu progressé avec cette dernière crise ?

Ce qui a progressé, ce sont les mécanismes de défense qui ont été mis en place pour faire face à une crise violente. Nous disposons maintenant d'une série d'outils qui devraient prévenir la paralysie de nos marchés financiers. Mais il reste urgent que les pays européens réfléchissent au régime de croissance souhaitable pour l'économie européenne et aux moyens à mettre en place pour y parvenir. Les deux ans qui viennent risquent donc d'être difficiles car si les gouvernements européens ne modifient pas en profondeur leur approche économique, ce sont les mouvements sociaux qui pourraient les obliger à le faire. ■

Propos recueillis par Valérie Nau
*éditions Michalon